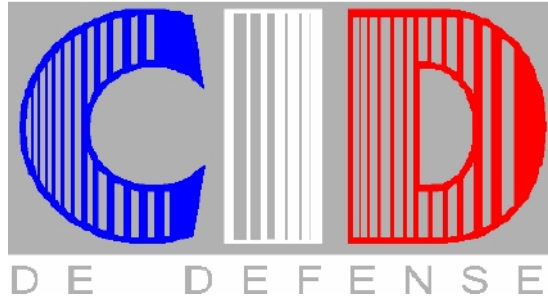


COLLEGE INTERARMEES



mémoire de strategie

Lieutenant-Colonel NASS Alain

Division D, groupe 3



5 ème promotion / 1997 - 1998

nouvelles logiques strategiques en asie du nord-est

sommaire

I - La stratégie américaine en Corée pendant la guerre froide ou comment affirmer une suprématie régionale

- . L'alliance avec la Corée du Sud, un pion dans une stratégie globale
- . Les succès stratégiques de l'alliance
- . Une stratégie confrontée à la recomposition du contexte régional

II - Les implications stratégiques de l'après guerre froide ou comment tirer les leçons de la crise nucléaire

- . Un nouveau rôle régional pour les Américains
- . La Corée du Sud et ses voisins
- . La stratégie chinoise et ses implications régionales

. Alternatives stratégiques pour la Corée du Nord autour de la problématique du traité de paix

Introduction

Avec la fin de la guerre froide, l'ensemble des pays impliqués en Asie du Nord-Est sont tenus de redéfinir et d'adapter leurs relations mutuelles à une situation radicalement nouvelle.

A première vue, il peut paraître surprenant de constater que cette région, malgré un très fort potentiel de déstabilisation, soit passée en douceur et sans crise grave de la logique des blocs à un système de relations plus équilibré entre des Etats qui se traitaient en ennemis irréductibles il y a moins de dix ans.

Cette zone accumule en effet les facteurs de conflit les plus explosifs : nationalismes exacerbés dans les deux Corée, réactivés par l'isolement, l'échec idéologique et économique au Nord, la crise financière au Sud. Il y a aussi les haines et rancœurs tenaces liées à l'attitude du Japon pendant la guerre. On y parle de prolifération nucléaire et chimique, les armées et leurs armements offensifs sont surdimensionnés et s'accroissent, la " démocratie " y a une expression bien plus autoritaire qu'en Occident. A cela s'ajoutent les très forts écarts de niveau de vie et de développement économique, des contentieux territoriaux, etc.

La péninsule coréenne est la seule région du monde où s'entrecroisent directement les intérêts vitaux de quatre puissances majeures : Etats-Unis, Russie, Chine, Japon.

Pourtant ce mélange explosif reste stable. Il faut en rechercher l'explication dans l'histoire récente de la région, qui a conduit à l'implication forte, durable et fondamentale des Etats-Unis.

Ainsi l'analyse des nouvelles logiques stratégiques en Asie du Nord-Est impose d'étudier d'abord la stratégie régionale américaine jusqu'à la fin des années 80. Cette approche permet de mieux saisir ensuite les enjeux et implications stratégiques de l'après-guerre froide pour chacun des acteurs.

I - La stratégie américaine en Corée pendant la guerre froide ou comment affirmer une suprématie régionale

1 - L'alliance avec la Corée du Sud, un pion dans une stratégie globale

a - Le flux et reflux du périmètre de sécurité américain affecte régulièrement la péninsule. En 1950 déjà, Dean Acheson semble indiquer que la République de Corée (rdc) n'entre pas dans ce périmètre de sécurité qualifié de vital pour les Etats-Unis ; cette déclaration aurait incité le Nord à envahir le Sud.

A l'issue d'un conflit meurtrier, avec le Traité de Défense Mutuelle du 1^{er} octobre 1953, les Américains décident de s'engager dans le maintien permanent de la sécurité de la péninsule et manifestent ainsi leur avancée stratégique sur le continent chinois.

Puis en juillet 1969, la doctrine nixon inverse de nouveau le processus. Malgré le maintien des garanties de sécurité aux alliés (rdc-japon), un désengagement militaire significatif et unilatéral de la péninsule est effectué. Il exprime une conception " nippon-centrée " du périmètre de sécurité Pacifique, la Corée jouant le rôle de confins où la présence militaire américaine n'est plus nécessaire pour assurer la sécurité du pilier essentiel, le Japon.

La tendance s'accroît sous Carter, qui envisage en début de mandat un retrait complet de Corée du Sud. Cette décision, annulée par la suite, laisse l'allié coréen traumatisé, avec le sentiment de ne pas vraiment être inclus dans la zone vitale des Etats-Unis.

Entre 1981 et 1988, avec la présidence Reagan, le phénomène s'inverse encore et le rôle pivot de la péninsule est réhabilité. Avec la volonté américaine de retour en force dans le Pacifique, les Etats-Unis reprennent pied sur le continent, ce qui se manifeste par le renforcement des liens de sécurité avec la rdc.

b - Pourtant, en fin de guerre froide, réapparaît la volonté américaine, unilatérale, de désengagement militaire.

Les raisons en sont multiples : fin du risque de confrontation avec les Soviétiques dans le Pacifique, nécessité de faire des économies budgétaires, mais aussi évolution technologique des armements maîtrisés par les Etats-Unis. Désormais, pour assurer la sécurité du Pacifique, il n'est plus nécessaire d'occuper un vaste espace continental, grâce aux portées et capacités accrues des moyens disponibles.

On assiste donc à un certain retour de la doctrine Nixon, que la présidence Bush met en œuvre sous la pression du Congrès, et qui correspond logiquement à la montée, en parallèle, d'un nouveau protectionnisme économique. On semble s'acheminer une nouvelle fois vers la réduction du périmètre de sécurité américain, recentré sur le Japon et sur un domaine insulaire de pleine souveraineté

c - Alors qu'au " bon temps de la guerre froide ", avec la sécurité figurant au centre des préoccupations mutuelles et au premier plan de la relation, les deux pays témoignaient d'une réelle convergence d'intérêts.

Celle-ci a permis une répartition des rôles tenant compte du poids et des moyens de chacun. Aux Etats-Unis la sécurité globale et péninsulaire, à la Corée du Sud la stabilisation et la sécurité intérieure. Car pour les Américains, malgré la dictature et ses dérives, Séoul appartient au monde libre, symbolise loyalement et activement la résistance au communisme. Dans ce contexte, la position du Sud est capitale : ligne de front contre les Soviétiques et la Chine, rempart à proximité des lignes de communication maritimes essentielles et dernier glacis avant le Japon qui, lui, constitue le point d'appui vital de tout le périmètre de sécurité Pacifique.

Les intérêts stratégiques vitaux de la Corée du Sud consistent à assurer la viabilité politique du régime, à mettre en place puis affermir la souveraineté et la sécurité nationales, à créer les conditions d'un développement économique à long terme. L'alliance établie avec les Etats-Unis doit permettre de faire échec à toute nouvelle agression du Nord, en favorisant la reconstruction d'une nation viable au plan économique, tout en assurant la stabilité intérieure.

Les impératifs de sécurité de la RDC, ainsi que la recherche de son bien être matériel paraissent tout à fait concordants avec les objectifs de sécurité américains dans la région. Ce qui assure à l'alliance sa cohésion et explique sa réussite.

2 - Les succès stratégiques de l'alliance

Tout d'abord la dissuasion contre une Corée du Nord très imprévisible a fonctionné. Et ceci malgré la forte capacité de nuisance de ce pays qui dispose d'une armée nombreuse, avec des rapports de force qui lui étaient favorables pendant plusieurs années.

Sous la protection de l'alliance, la Corée du Sud, pays à reconstruire, sous-développé et agricole, est devenue une nation à forte croissance économique, une puissance industrielle et exportatrice de premier plan. Ce qui a favorisé l'émergence d'un rôle politique international pour Séoul, parallèle à son développement économique. L'alliance a également contribué à la stabilisation de la région, conférant progressivement à la rdc un poids régional croissant et donc, à terme, un rôle dans la recomposition de la zone.

Les Américains tirent cependant argument de ces réussites pour se désengager. Mission accomplie, il est temps de se recentrer sur des préoccupations intérieures, de " tirer les dividendes de la paix ", en réduisant la présence en Corée. La Corée du Sud peut désormais se défendre seule contre le Nord, grâce à son armée de 650 000 hommes bien équipés. Il n'est plus utile de déployer 44 000 soldats américains dans la péninsule, qui coûtent chaque année 3 milliards de dollars aux contribuables. D'autant que Pyongyang est complètement isolée, coupée de ses soutiens historiques (Chine-urss), avec une économie sinistrée, dix fois plus faible que celle du Sud.

En outre, autre succès de l'alliance, les deux Corée sont engagées dans un processus de négociations visant à préparer la réunification. La présence des troupes américaines pourrait constituer un obstacle à la signature d'un traité de paix entre les deux pays. En 1990, le sentiment qui prévaut outre atlantique est que le rôle global des Etats-Unis est terminé (Containment) et la menace résiduelle, hors guerre froide, peut être traitée par la Corée du Sud.

3 - Une stratégie confrontée à la recomposition du contexte régional

La politique d'alliance constitue une étape essentielle dans la définition d'une posture stratégique. Dans la péninsule, la disparition de l'ennemi désigné a entraîné un vide qui explique les flottements constatés au sein des alliances constituées contre lui ou autour de lui. Pendant la guerre froide, toute la région est structurée par un réseau d'alliances bilatérales, dans les deux camps, sur fond de collaboration de circonstance

Etats-Unis - Chine contre Soviétiques.

Ces structures, bien qu'animées par des idéologies communes (communisme contre anticommunisme) voire une stratégie d'ensemble (le containment autour des Etats-Unis) demeurent cependant, de part et d'autre, des constructions strictement bilatérales et juxtaposées, en raison des divergences d'intérêts et des animosités qui perdurent au sein même de chaque camp. Et il n'existe pas d'organisation de sécurité pour l'Asie du Nord-Est dans son ensemble, ni même de forum de discussion ou de consultation.

Dans ce cadre, la relation Etats-Unis - Japon paraît la plus homogène. L'engagement mutuel en faveur de la démocratie et de l'économie de marché fournit à cette structure un fondement idéologique. Le consensus entre ces deux alliés peut s'expliquer par l'institutionnalisation très avancée du processus, les très fortes interdépendances qui lient les pays, mais aussi par les ambitions militaires et de défense très réduites du Japon. Les Japonais ont ainsi admis pendant la guerre froide une totale dépendance des Etats-Unis en matière de sécurité, tout en parvenant à développer leurs propres relations économiques internationales, vigoureuses et peu dépendantes des Américains.

La relation Chine-Japon est, potentiellement, la plus fragile, bien que les deux pays expriment sur la question coréenne les mêmes intérêts de stabilité régionale et de développement commercial. La péninsule a toujours été le champ clos de leurs rivalités historiques et de leurs ambitions hégémoniques. On peut craindre que la fin de la guerre froide libère de nouveau ces antagonismes " naturels ".

D'autant que les contacts entre la Chine et les Etats-Unis sont récents et peu consolidés, malgré un désir commun évident d'éviter tout conflit et de développer la coopération économique. Dans ce jeu régional, l'URSS, en pleine décomposition économique et politique, a un rôle momentanément insignifiant et marginal. On peut aussi constater que pendant la guerre froide, les Etats-Unis ont soigneusement évité toute attitude hégémonique dans la région, déterminés à préserver la bienveillante neutralité de la Chine face à la menace soviétique.

La situation en 1989 donne donc des signes évidents d'apaisement des tensions et de prudence d'acteurs régionaux qui se neutralisent. Les risques potentiels sont cependant patents : comportement imprévisible de la Corée du Nord isolée et coupée de ses soutiens, énorme concentration d'armement et de puissance militaire qui n'a plus la justification de la guerre froide, relations régionales à recomposer en fonction de nouveaux intérêts majeurs, économiques et commerciaux.

Les nouveaux enjeux de sécurité apparaissent d'ailleurs très vite, avec la crise nucléaire déclenchée par Pyongyang dès 1991. D'abord peu impliqués, les Etats-Unis décident progressivement de s'investir dans le problème, parce qu'il leur permet de valider une nouvelle stratégie régionale, exprimée à partir de 1992.

Traitant directement avec le régime nord-coréen, ils aboutissent en 1994 à un accord qui modifie en profondeur les stratégies des acteurs concernés.

II - Les implications stratégiques de l'après guerre froide ou comment tirer les leçons de la crise nucléaire

1 - Un nouveau rôle régional pour les Américains

Les buts stratégiques américains, clairement réaffirmés par l'administration Clinton consistent à préserver leur position dominante dans la zone ainsi que leur accès aux marchés existants et futurs. Il s'agit aussi de lutter contre la prolifération en renforçant les structures internationales (tnp,aiea) voire en s'engageant dans de la contre-prolifération si nécessaire. L'amélioration de la sécurité dans la péninsule impose d'amener la Corée du Nord à établir des relations régionales et internationales normales. Il faut pour cela stabiliser la situation actuelle, jusqu'à l'échéance de l'accord nucléaire signé avec Pyongyang (2003 au mieux), en préservant le statu quo. Ce qui devrait permettre de définir puis de mettre en place une architecture de sécurité cohérente qui assure, dans la paix, la préservation des intérêts américains.

La crise nucléaire et sa gestion reflète l'évolution et les fluctuations de la pensée stratégique américaine après la guerre froide. Tout d'abord, puisque le containment n'a plus lieu d'être, cette crise fournit un argument (la prolifération nucléaire) qui justifie la recomposition du dispositif de sécurité. Il s'agit de pouvoir traiter simultanément deux conflits régionaux majeurs dont la Corée du Nord. L'administration Clinton veut éviter à tout prix, par la négociation directe, un conflit contre le Nord. La gestion des tensions par Washington illustre aussi la doctrine d'engagement du président Clinton : justifier l'action par une cause moralement acceptable, suscitant l'adhésion intérieure et chez les alliés. Dans ce but l'ennemi est diabolisé au début, et les pressions exercées visent à favoriser au Nord le développement de la démocratie et la libéralisation économique.

Ainsi, bien qu'il n'existe plus de menace globale en Asie du Nord-Est, la Corée du Nord représentant un risque résiduel qui n'est plus du niveau américain, Washington s'y investit malgré tout pour des raisons économiques et parce qu'il y subsiste des tensions génératrices de chaos. La réunification est véritablement une " boîte de

Pandore " à ouvrir le plus tard possible, la région n'étant pas prête à assumer le poids d'une Corée unie. Ceci peut expliquer le nouveau rôle que les Américains s'attribuent dans les relations inter-coréennes et régionales. Cette place est aussi très ambiguë : passant d'un rôle de patron et allié de la rdc face à un ennemi commun, à celui d'arbitre et médiateur à mi-chemin entre cet allié fidèle et un adversaire diabolisé jusqu'en 1994. Tout en continuant à assumer leurs engagements de défense vis à vis de Séoul, en participant activement au cfc, dont l'ennemi désigné est toujours Pyongyang.

En fait, la stratégie adoptée offre à Washington de nouvelles opportunités pour maîtriser voire influencer à terme la Corée du Nord, ainsi que de nouvelles responsabilités dans la région. Les premiers résultats sont très prometteurs, les Etats-Unis parvenant à élargir les participations financières au kedo (Japon et Europe) sans s'y impliquer financièrement eux-mêmes.

Avec ce nouveau rôle naissent aussi des tensions vis à vis de Séoul où les gouvernements sont considérablement fragilisés par l'attitude américaine. Désormais profondément engagés dans des interactions régionales multiples et complexes, au cœur du problème coréen, les Américains admettent la nécessité de définir entre alliés un nouveau concept de sécurité. C'est l'idée d'une " sécurité commune " caractérisée par la coopération entre Etats, des approches non militaires et l'exclusion progressive du nucléaire. Une telle architecture ne peut plus être bilatérale, système qui assurait la suprématie américaine dans la zone.

La réussite ou l'échec de l'accord de 1994 conditionne par ailleurs l'engagement des Etats-Unis dans la région, le succès ou le blocage du processus ayant des répercussions inévitables sur leur crédibilité vis à vis d'alliés ou de puissances hégémoniques potentielles, ainsi que sur la préservation de leurs intérêts économiques. En outre Washington a, jusqu'à présent, toujours considéré que la sécurité et la stabilité du Japon sont prioritaires sur toute autre approche, utilisant l'alliance avec la rdc dans cette optique. Or Séoul n'accepte plus ce rôle secondaire et s'inquiète du fort potentiel économique et militaire ainsi que des nouvelles prétentions japonaises. Les Américains sont de ce fait contraints d'adopter une position équidistante entre tous les acteurs, justifiant le renforcement de leur relation avec Tokyo comme un moyen pour limiter la liberté d'action du Japon et le garder sous contrôle.

Il est vrai que la recherche d'une attitude équidistante entre les deux Corée comporte aussi de nombreux avantages dont le maintien d'un statu quo qui satisfait tout le monde et rend moins urgente la mise en place d'un régime de paix. Cette position peut aussi justifier le maintien à long terme de la présence militaire américaine, qui garantit la mise sous contrôle du Nord et du Sud, tout en apaisant les inquiétudes de sécurité et de survie de Pyongyang.

2 - La Corée du Sud et ses voisins

Malgré les critiques émises par Séoul, on peut considérer que l'accord nucléaire a aussi des conséquences favorables pour le Sud : réduction de la menace nucléaire et des tensions militaires, atténuation du risque d'écroulement du Nord par la stabilisation de son déclin économique. En outre, la marche vers l'unification est de nouveau envisageable au mieux des intérêts sud-coréens, avec un processus graduel favorisant l'intégration de la rpdc et son ouverture à terme. Au travers du kedo, les engagements signés contraignent le Nord à une relation, d'abord technique, avec le Sud, qui provoquera la multiplication des échanges entre les deux pays, accentuant la réforme interne de la société nord-coréenne. L'accord peut aussi contribuer à stabiliser un régime en pleine période de transition, aidant Kim Jong-il à fortifier son pouvoir.

Vis à vis du Japon, et malgré les forts antagonismes qui subsistent, la crise nucléaire a favorisé un certain rapprochement des deux gouvernements. Confrontés à un risque majeur dépassant leurs rivalités, on assiste à l'ébauche d'un consensus sur les problèmes de sécurité, dont la présence américaine en Corée.

Ces effets positifs de l'accord de 94 ne doivent cependant pas masquer de nombreuses inquiétudes. Ainsi, malgré les démentis de Washington, le désengagement américain reste perçu comme inéluctable à plus ou moins long terme, avec comme première conséquence le développement d'une course aux armements entre les autres acteurs majeurs (Chine, Japon au moins).

En Corée du Sud, la perception du Japon reste ambiguë : à la violente détestation passionnelle s'ajoute la crainte que les Japonais en reviendront un jour à leurs démons militaristes, surtout s'il y a désengagement américain. Mais en même temps, les Sud-Coréens attendent beaucoup de leur voisin : si la Corée du Nord implose et qu'il faut en gérer le chaos, Tokyo peut jouer un rôle crucial de soutien économique. Séoul observe donc avec attention, la reprise du dialogue entre le Nord et le Japon, note le renforcement de son alliance avec les Etats-Unis et le soutien affiché des Japonais au processus asean/arf.

Vis à vis de la Chine, l'attitude de Séoul paraît en revanche particulièrement bienveillante. Comme l'indiquait en pleine crise nucléaire le colonel Cha Young-koo, la Corée du Sud doit rénover une politique étrangère en perte de vitesse, en établissant des relations militaires amicales avec la Chine et la Russie. En effet, seule une politique globale de coopération en matière de sécurité est susceptible de prévenir l'émergence d'un ennemi potentiel (le Japon semble clairement visé). Avec

un très intéressant retour de l'histoire, Séoul défend les agissements de Pékin, estimant que la rpc n'est pas une menace pour la région, que son réarmement correspond seulement à la remise à niveau de son outil militaire, car la Chine est devenue un partenaire indispensable que l'accord arrange beaucoup, grâce au gel du programme nucléaire et du processus de réunification. Pékin est aussi un médiateur incontournable dans le dialogue inter-coréen, rééquilibrant ses relations au profit du Sud sans pour autant abandonner le Nord. On a même pu parler de " connivence " sino-américaine depuis la crise nucléaire, les Etats-Unis rééquilibrant de leur côté leurs relations au profit du Nord.

Ces efforts déployés par la Corée du Sud reflètent une crainte majeure. Après avoir été un instrument, voire un alibi, de la guerre froide, Séoul redoute de devenir le nouvel enjeu, passif, de la relation triangulaire Etats-Unis - Chine - Japon. Pour sortir de ce jeu de dupes, la Corée du Sud tente d'ouvrir de nouvelles formes de dialogue, en cherchant à faire évoluer dans ce sens la seule structure existante, le forum régional de l'asean (asean/arf), qu'il s'agit d'équilibrer en créant une organisation sub-régionale spécifique pour l'Asie du Nord-Est. Séoul insiste pour y intégrer la Russie, avec laquelle une coopération militaire étroite se développe très vite.

Cette stratégie multilatérale rencontre de fortes réticences chez deux autres acteurs majeurs, la Chine et les Etats-Unis, qui considèrent qu'elle peut nuire à leurs intérêts parce qu'elle réduit leur influence directe. Le Japon y semble en revanche favorable.

La nouvelle complexité de cette situation régionale alimente les inquiétudes de la rdc, confrontée à un formidable paradoxe qu'elle doit à la gestion américaine. En effet, grâce au chantage nucléaire et bien qu'assiégée par ses ennemis et abandonnée par ses amis, la Corée du Nord sort de la crise avec une légitimité intacte et sa sécurité extérieure sensiblement renforcée. Le Sud en revanche, malgré un système économique, politique et militaire bien supérieur, sort de cette confrontation en pleine crise de confiance, beaucoup moins sûr de ses capacités à conduire une politique étrangère autonome et à gérer la marche vers l'unification.

La Corée du Sud est forcée d'admettre sa nouvelle dépendance de sécurité vis à vis des Américains. En cas d'agression ou d'effondrement de la rpdc, seuls les Etats-Unis ont les moyens d'une intervention décisive pour sauver Séoul. En conséquence, la rdc doit encore faire passer au second plan ses velléités d'autonomie, ne disposant d'aucune marge de manoeuvre.

L'équation se complique encore lorsqu'on remarque que le Japon semble favorable au renforcement des alliances existantes alors que la Russie les considère comme un obstacle à l'unification. Quelle voie possible pour le Sud alors que, pour satisfaire la Chine il lui faut garder les troupes américaines sans réunifier, et faire l'inverse pour contenter les Russes ? La seule solution consiste à maintenir sa relation avec

l'acteur hégémonique le moins menaçant, qui n'a pas d'ambition territoriale dans la région, les Etats-Unis.

Avec un atout dans le jeu coréen : Séoul, contrainte d'accepter les termes de l'accord nucléaire et d'en assumer l'essentiel de la charge financière, détient de ce fait un moyen de pression sur l'administration Clinton. La rdc peut bloquer tout le processus kedo et provoquer la remise en cause de l'accord, avec des conséquences importantes ne serait-ce qu'en politique intérieure américaine, sans parler des incidences régionales.

3 - La stratégie chinoise et ses implications régionales

La crise marque aussi le retour au premier plan de la Chine dans la péninsule, Pékin faisant preuve dès le début d'une attitude responsable et modérée.

A aucun moment la rpc n'a soutenu les initiatives nucléaires de Pyongyang (retrait du tnp ou refus des inspections), se déclarant au contraire fermement opposée à toute nucléarisation de la péninsule. C'est le premier intérêt stratégique commun avec les Etats-Unis : interdire à une Corée à terme réunifiée l'accès au nucléaire militaire.

Washington, qui considère la rpc comme un acteur proliférant majeur dans les technologies militaires, utilise la crise pour sonder les intentions chinoises et parvenir à l'intégrer dans un processus de non-prolifération et de contrôle des armements. C'est la constitution d'une alliance de circonstance entre ces deux pays, chacun cherchant à tirer profit d'une situation qui dépasse le simple problème local de non-prolifération. Les Américains veulent conserver une influence dominante dans la région en maîtrisant l'émergence hégémonique de la Chine. Les Chinois souhaitent recouvrer leur influence traditionnelle sur la péninsule et être reconnus comme une puissance mondiale en devenir.

Ces motivations éclairent l'attitude de Pékin et son soutien à certaines exigences de Pyongyang, s'engageant à fournir à la Corée du Nord le minimum vital en cas de sanctions internationales. D'autre part, les termes du traité d'alliance entre le Nord et la Chine empêchent toute action militaire effective contre les installations nucléaires nord-coréennes, en raison du risque d'implication automatique de la rpc, qui dispose par ailleurs du droit de veto au conseil de sécurité.

Tenant compte de cette capacité de blocage, les Etats-Unis n'ont pas d'autre solution que la négociation avec la rpdc. Ils y entraînent la Chine, pour l'impliquer avec un rôle de médiateur associé, ce qui la contraint à assumer sa part de

responsabilité dans la mise en place d'un régime de non-prolifération qui la concerne aussi.

Cette période de tensions permet à la direction chinoise de redéfinir ses priorités et ses intérêts stratégiques dans la péninsule. La rpc semble ainsi considérer qu'une Corée divisée, stable et pacifique est préférable à une Corée unifiée. Même si les Américains restent une menace idéologique, le Japon est lui une menace physique potentielle, qui justifie le maintien d'une présence militaire américaine, tant qu'elle assure la stabilité de la région et empêche la résurgence du Japon. Cette présence militaire n'est acceptable que dans une Corée divisée, tout retrait de troupe avant l'unification étant considéré comme potentiellement déstabilisant par les Chinois. En revanche, une péninsule coréenne unifiée et alliée aux Etats-Unis est clairement déclarée inacceptable.

Pour le moment la Chine considère donc les Américains comme l'acteur hégémonique le moins menaçant. Pékin leur concède ainsi un nouveau rôle, la stabilisation régionale, et une fonction d'arbitre chargé de contrôler l'expansion militaire du Japon. On constate cependant aussi un agacement persistant chez les dirigeants chinois, devant le renforcement de la position dominante américaine, leur prétention à vouloir imposer à la société chinoise des valeurs occidentales tout en déployant une stratégie subtile de containment visant à empêcher en douceur la rpc d'assumer un rôle légitime de grande puissance régionale et mondiale. Les prises de position américaines dans ce domaine sont pour Pékin autant de preuves que les Etats-Unis cherchent à contrôler voire contrarier le développement de la Chine, préférant la maintenir faible et divisée, pour assurer leur hégémonie sur cette région.

Vis à vis du Japon, malgré les fortes craintes latentes, on note un réchauffement sensible des relations et un fort développement des interactions économiques. La Chine parvient à exploiter au mieux les rivalités commerciales entre Tokyo et Washington, en compétition pour accéder au marché chinois.

On peut donc dire que Pékin sort de la crise avec un rôle diplomatique et un poids régional renforcés, d'autant que son armée se développe et se modernise en parallèle. La question nucléaire et le dossier sur la non-prolifération ont déjà montré que l'action de la Chine est essentielle au succès des initiatives américaines dans la région.

Son attitude responsable et modérée vis à vis du Nord pendant la crise, en concertation avec Séoul et Washington, semble de bon augure pour la mise en place de la future structure régionale de sécurité.

4 - Alternatives stratégiques pour la Corée du Nord autour de la problématique du traité de paix

Avec l'instauration d'un dialogue avec les Américains dès 1989, réapparaît l'exigence nord-coréenne de signer un traité de paix avec les Etats-Unis d'abord. Cette exigence est maintenue malgré les progrès des négociations Nord-Sud de 1990-1992 ainsi que pendant la crise nucléaire et sa résolution. Elle est réaffirmée depuis la mort de Kim Il-sung.

Pyongyang cherche avant tout à normaliser ses relations diplomatiques avec Washington, première étape d'une reconnaissance internationale ensuite assurée, avec accès à toutes les formes d'aide et consolidation du régime.

Pour atteindre cet objectif, la Corée du Nord s'attache à prouver que le traité d'armistice est caduc, et la structure des Nations Unies chargée de l'appliquer totalement inefficace. Ceci explique en partie les actions entreprises pour décrédibiliser la Commission militaire (mac), en totale violation des clauses de l'armistice : boycott des réunions depuis 1994, la Commission de surveillance (npsc) se voit interdire de travailler dans la partie nord-coréenne de la zone de sécurité commune (jsa), et fréquentes incursions armées dans cette partie de la dmz. Ainsi le porte-parole du Nord déclarait le 22 février 1996 que le système mis en place dans le cadre de l'armistice, et désormais obsolète, n'avait jamais favorisé ni la paix ni le dialogue dans la péninsule. Cet armistice a, au contraire, toujours été utilisé par les alliés et l'onu comme alibi, pour symboliser l'antagonisme Est-Ouest. C'est une structure qui fige toute évolution dans la péninsule, participant au maintien du statu quo.

En conséquence, et pour sortir de cette logique dépassée, la Corée du Nord propose la mise en place d'un accord provisoire avec les Etats-Unis, jusqu'à ce qu'un traité de paix soit conclu. En parallèle serait créée une commission militaire mixte entre les deux pays, pour remplacer la commission d'armistice.

En réaction, le président Clinton et son homologue Sud-Coréen font le 15 avril 1996 une proposition conjointe de " conférence à quatre " pour mettre fin au régime d'armistice, comprenant la Chine, les deux Corée et les Etats-Unis. Les négociations conduites directement entre Coréens auraient lieu alternativement à Pyongyang et Séoul, Washington et Pékin y participant en tant que garants. Cette proposition n'est pas, en soi, originale. Par le passé, de nombreux autres modèles peu différents ont été abandonnés (à trois, à deux plus deux ou à six pays), les Américains y étant toujours impliqués.

La Corée du Nord, tout comme la Chine a toujours rejeté le principe des forums multilatéraux de sécurité, préférant l'approche bilatérale avec les Américains. Elle refuse également tout projet bilatéral émanant du Japon, soupçonné de vouloir étendre sa sphère d'influence dans la péninsule, voire justifier son réarmement et ses nouvelles ambitions militaires. A terme, Pyongyang ne semble cependant pas en mesure de rejeter indéfiniment la proposition à quatre, bien qu'elle marchandise son acceptation en échange d'aide alimentaire massive. D'autant que le Nord a déjà manqué une occasion en 1979 (proposition Carter à trois, les deux Corée et les Etats-Unis), pour la relancer au mauvais moment, sous Reagan, qui l'a rejetée. La RDC prévient cependant que, si elle accepte, le problème de la présence américaine au Sud sera posé.

Les développements récents permettent de relever la pugnacité diplomatique de la Corée du Nord, et son succès. Exigeant un dialogue avec les Etats-Unis avant tout, la RDC assouplit sa position et propose une négociation " à double sens ", une sorte de dialogue indirect entre le Nord et le Sud, par Américains interposés. Puis les alliés formulent leur proposition à quatre.

Contrainte d'en accepter le principe, après plusieurs mois d'obstruction, la Corée du Nord s'y soumet début 1997. Mais la phase préliminaire se déroule selon une formule " indirecte ", les négociateurs américains faisant la navette entre le Nord et le Sud !

conclusion

Les stratégies développées en Asie du Nord-Est expriment un rapport de force toujours à l'avantage des Etats-Unis. Aucun des acteurs régionaux ne peut et n'a intérêt pour l'instant à remettre en cause cette situation.

Aucune des tensions de l'après-guerre froide dans la région n'a modifié un équilibre qui semble même plus assuré depuis la crise financière de fin 1997. Les Etats-Unis émergent en effet déjà comme les grands bénéficiaires de cette période.

Inspirateurs des mesures drastiques imposées à la Corée du Sud par le FMI, ils sont parvenus à préserver leurs intérêts au mieux, obtenant même des concessions financières et commerciales décisives. Ils ont ainsi pu obtenir des Coréens le remboursement des dettes dues aux investisseurs américains, une ouverture significative des marchés, des prises de participation majoritaires dans les entreprises en difficultés, etc.

Au plan régional, vis à vis de la Corée du Nord, de la Chine et même du Japon, les Etats-Unis s'affirment encore plus comme le seul recours possible en cas de

déstabilisation financière, parce qu'ils sont les seuls à pouvoir mobiliser les ressources des institutions et des réseaux financiers internationaux.

Cette situation ne peut qu'inciter la Chine à la modération sur la question coréenne, le Japon à rester un allié conciliant, les deux Corée à l'apaisement et au dialogue dans le cadre des " négociations à quatre ", conduites par Washington. Cette tendance est d'ailleurs renforcée en Corée du Sud par l'élection à la Présidence de l'ancien dissident Kim Dae-jung.

On assiste donc dans la région à un " jeu neutralisé ", un statu quo qui semble convenir à tous, sauf peut être à la Russie qui tente depuis peu de reprendre le terrain perdu en fin de guerre froide.

Pour préserver cette stabilité, les Etats-Unis en sont arrivés à accorder un régime de faveur à la Corée du Nord, mise sous assistance alimentaire, économique et énergétique. Cet exemple illustre à merveille le " pragmatisme " américain qui accorde ici à un " Etat paria " ce qu'il refuse à l'Irak.

C'est la crise nucléaire déclenchée en 1992 par Pyongyang qui a rendu nécessaire et possible la recomposition stratégique en Asie du Nord-Est. Elle a mis chacun des acteurs devant ses responsabilités, tout en éclairant les enjeux et les risques potentiels de la région. Pour sortir de cette crise en 1994, les Etats-Unis ont adopté un changement fondamental de posture stratégique dans la péninsule, qui dimensionne depuis tous les ajustements effectués dans ce domaine par les autres acteurs.

GLOSSAIRE

ARF Asean Regional Forum, Forum régional de l'asean.

ASEAN/ANSEA Association of SouthEast Asian Nations / Association des Nations du Sud-Est Asiatique.

CFC Combined Forces Command,
commandement combiné des forces
américaines et sud-coréennes.

DMZ Zone Démilitarisée.

DOD Department of Defense, ministère
américain de la défense.

JSA Joint Security Area, zone de sécurité
conjointe de Panmunjom, appartenant au
dispositif onu.

KEDO Korea Energy Development
Organization, consortium instauré par
l'accord Etats-Unis - rpdc du 21 octobre
1994.

KIDA Korea Institute for Defense Analyses.

MAC Military Armistice Commission,
Commission militaire d'armistice
appartenant à l'unc.

NNSC Neutral Nations Supervisory
Commission, Commission des pays neutres
chargées de surveiller l'application de
l'armistice.

RDC République de Corée (Corée du Sud),
ROK en anglais.

RPC République Populaire de Chine, PRC
en anglais.

RPDC République Populaire
Démocratique de Corée (Corée du Nord),
DPRK en anglais.

TNP Traité de Non Prolifération.

UNC United Nations Command,
Commandement des troupes des Nations
Unies et du dispositif onu en Corée.

BIBLIOGRAPHIE

François JOYAUX, " Questions au XX^e siècle ", Géopolitique de l'Extrême Orient,
tome II, Editions Complexe, 1993, 275 p.

Brian BRIDGES, " Japan and Korea in the 1990's ; from Antagonism to Adjustment ",
Edition Edward Elgar, 1993, 186 p.

MOON Chung-in, " Arms Control on the Korean Peninsula ",Yonsei University Press,
Seoul, 1996, 327 p.

William J. PERRY, " United States security strategy for the East Asia-Pacific region ",
Office of the Secretary of Defense, Washington DC, 1995, 32 p.

Zachary S. DAVIS, " The U.S.-North Korea Agreed Framework to End N.K's Nuclear
Weapons Program ", Congressional Research Service, The Library of Congress, 3
août 1995.

Norman D. LEVIN, Paul J. BRACKEN, " The U.S. Military Role in a Changing Asia. Preparing for the 21st Century ", RAND, 1994, 85 p.

Jonathan POLLACK, CHA Young-koo, " A New Alliance for The next Century : The Future of U.S.-Korean Security Cooperation ", RAND, National Defense Research Institute, 1995, 75 p.

Thomas L. WILBORN, " Strategic implications of the U.S.-DPRK Framework agreement ", U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 3 avril 1995, 33 p.

Thomas L. WILBORN, " International Politics in Northeast Asia : The China-Japan-United States Strategic Triangle ", Strategic Studies Institute, 21 mars 1996, 62 p.

Hong LIU, " The Sino-South-Korean Normalization ", Asian Survey, Université de l'Illinois, Chicago, novembre 1993, pp 1083-1094.

Elisabeth FOUQUOIRE-BRILLET, chercheur au CREST, " La carte chinoise dans le règlement de la crise coréenne ", Politique étrangère, mars 94, n° 3, pp 821-831.

Donald W. BOOSE, Jr., rapporteur, " Conference Report : International Workshop on the U.S.-ROK Alliance ", Strategic Studies Institute (SSI), 11 mars 1996, 45 p.

Robert W. RISCASSI, général commandant 8^e armée U.S., UNC, CFC, USFK, " An interesting Assignment ", International Defense Review, mai 1991, pp 403-404.

KIHL Young-whan, " North Korea's Foreign Policy Alternatives ", Korea Journal, automne 1996, vol. 36, n° 3, pp 73-82..

Etienne de DURAND, " Les tribulations de la pensée stratégique américaine ", Politique Etrangère, janvier 1997, pp 45-56.

